TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Mauricie et Centre-du-Québec

Dossier : CM-2019-6155

Dossier accréditation : AQ-1005-1050

Montréal, le 4 décembre 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade
Employeur

et

Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2414-A
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« **Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exception de ceux exclus par la loi ainsi que les pompiers volontaires et du directeur du service des loisirs.** »

De : **Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade**
200, rue Principale, case postale 308
Sainte-Anne-de-la-Pérade (Québec) G0X 2J0

Établissements visés :

200, rue Principale, case postale 308
Sainte-Anne-de-la-Pérade (Québec) G0X 2J0

Tous les établissements de l'employeur;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M. Jacques Taillefer
Pour l'employeur

DB/ÉL/mg